

# « Je pensais qu'en Europe, on serait protégés »

MIGRANTS A la rencontre d'un de ces réfugiés soudanais que le gouvernement belge veut voir identifiés par des officiels de Khartoum

- ▶ Ali vient du Kordofan du Sud, au sud du Soudan.
- ▶ Il a fui la guerre il y a un an, traversé l'Afrique, la Méditerranée, l'Europe.
- ▶ Après des mois au parc Maximilien, il est hébergé par une famille bruxelloise.

TEMO

**A**ppelons-le Ali. Jeans et t-shirt noirs, il est installé dans le canapé d'une jolie maison bruxelloise. Ali est Soudanais, et le jeune couple belge qui vit dans cette maison a choisi de l'accueillir avec trois autres de ses compatriotes dans les chambres libres à l'étage. Pour qu'ils puissent souffler, se reposer, et échapper aux rafles de la police chargée de « nettoyer » le parc Maximilien de ses migrants.

Ali a 28 ans, mais il en paraît facilement 10 de plus. Regard soucieux sauf quand il se met à rire, visage et corps maigres. « Dans cette maison, je me sens bien, en sécurité pour la première fois depuis très longtemps. Cette famille est formidable, ils sont vraiment trop gentils. Pour eux, les droits humains, ce n'est pas juste des mots. Mais je sais que ce n'est que pour quelques jours. Il faudra que je parte. »

Ali vient du sud du Soudan, juste au nord de la frontière avec le Soudan du Sud.

« Je suis né au Kordofan du Sud, c'est une région abandonnée de l'Etat central. Quand j'étais gamin, il n'y avait pas d'école, les cours de primaire étaient donnés sous un arbre. Mais j'ai eu un bon professeur qui a insisté sur la nécessité pour nous, qui parlions la langue locale de nos parents, d'apprendre l'anglais. Je lui suis très reconnaissant. Je n'ai pas pu continuer à étudier car il n'y avait pas d'école secondaire dans les environs. Alors j'ai aidé mes parents qui cultivaient la terre et avaient un petit troupeau, des vaches et des chèvres. Mais en 2011, la guerre est arrivée et il n'y a plus eu de sécurité ».

## « Ils tiraient sur les animaux et les gens »

Il faut rappeler le contexte : un groupe rebelle, l'Armée populaire de libération du Soudan-Nord (APLS-Nord), implanté au Kordofan du Sud appuyait le mouvement armé qui réclamait l'indépendance du Sud Soudan, et l'a obtenue en 2011. Mais le Kordofan du Sud n'a vu aucune des promesses du gouvernement de Khartoum se concrétiser. Alors cette même année, la rébellion est passée à l'attaque, et l'armée soudanaise appuyée par des milices janjawid, les mêmes que celles qui ont ter-

rorisé le Darfour, a attaqué la population pour l'empêcher de soutenir les rebelles. Un conflit largement ignoré par l'Occident.

« Le bétail a été volé par les janjawids ou tué, les récoltes et les villages ont été brûlés, reprend Ali. Des avions de l'armée volaient à basse altitude et tiraient sur les animaux et les gens. Plusieurs de mes oncles et de mes cousins ont été tués. Il n'y a plus du tout d'écoles, les professeurs n'osent plus venir, il n'y a plus rien. Justes des tirs. Alors, avec un de mes cousins, nous avons décidé de partir. C'était en août 2016 : nous sommes partis à pied vers la frontière tchadienne à travers le Darfour. On avait pris des haricots et des dattes. On avait peur de se faire attraper par l'armée alors on marchait la nuit et le jour, on se cachait dans de grands arbres. On ne demandait notre chemin qu'aux Noirs, pas aux Arabes ».

Ali et son cousin ont trouvé une voiture qui leur a fait traverser le Tchad jusqu'à la frontière libyenne.

« En Libye, c'était l'horreur. J'ai été arrêté, j'ai passé trois mois en prison. Tous les jours, on était battus. On était 400 dans une grande pièce, venus de différents pays d'Afrique, il y avait les femmes de l'autre côté. J'ai essayé de proposer aux gardes de l'argent, même si je n'en avais pas, ils m'ont dit que je mourrais en prison. Alors avec trois autres, on a décidé de s'enfuir. Un jour avant l'aube, on a appelé le garde, on lui a dit qu'on voulait aller prier dehors. Il nous a ouvert, puis il s'est endormi. Il y avait de très hauts murs, mais heureusement, il y avait un grand arbre et on a réussi à se sauver ».

Pas question de trainer en Libye. Ali rencontre un Soudanais du Darfour qui lui propose de l'aider à passer en Europe.

« Je me suis retrouvé sur la plage une nuit. Je n'avais jamais vu la mer, il y avait de grosses vagues et un petit bateau de rien du tout. J'étais terrorisé, sûr que j'allais mourir en mer, je ne voulais plus y aller. Mais le passeur m'a frappé, et je suis monté à bord. On devait être 150. On a navigué pendant des heures, c'était terrible. Puis on a été sauvés par des bateaux rapides de l'armée italienne, qui nous ont déposés sur un cargo. On a reçu à manger, on se sentait en sécurité. Et on est arrivés en Sicile, à

Trapani. Ensuite ils nous ont mis dans des bus vers le nord de l'Italie. J'ai pris le train vers Milan puis Gênes puis Vintimille. Je voyageais sans ticket et quand je me faisais contrôler je disais : je suis réfugié, je n'ai pas d'argent. Les contrôleurs étaient plutôt gentils, ils me disaient juste de rester tranquille ».

Reste à passer la frontière française. Ali rencontre un compatriote qui a essayé en vain huit fois. « On a essayé ensemble, en passant par les montagnes, c'était compliqué, mais on a réussi », rit Ali. On était en avril. On est passés par Nice, c'était très joli. Puis Marseille, Lyon, Paris. En juin, je suis arrivé à Bruxelles : la gare du Nord où on passait la journée, le parc en face où on dormait. Je pensais qu'en Europe, on serait accueillis, protégés puisqu'on fuyait la guerre et l'insécurité. On a reçu de l'aide, de la nourriture, des sacs de couchages, mais c'étaient des citoyens qui organisaient ça. J'ai été arrêté une fois au début de l'été, mais les policiers étaient plutôt gentils, ils nous ont libérés après quelques heures. Mais depuis, c'est devenu plus compliqué. On nous fait la chasse comme si on était des criminels, alors qu'on ne fait rien de mal. On veut juste vivre en paix ! Tous les Soudanais qui sont à Bruxelles viennent comme moi de régions en guerre ! »

## « Je voudrais devenir travailleur social »

Pourquoi ne pas demander l'asile ici, en Belgique ? « Parce qu'avec les règles de Dublin, je dois le demander dans le premier pays européen où je suis arrivé, l'Italie. Et là, ce n'est pas possible. Je ne sais pas ce que je vais faire. Un avocat m'a dit que j'avais quand même 50 % de chances de l'obtenir ici. En tout cas, que je sois ici ou en Angleterre, je voudrais devenir travailleur social. Je sais ce que c'est, la misère, et je voudrais aider les autres, ceux qui ont des problèmes ».

A-t-il profité du wifi de la maison pour appeler ses parents au Soudan ? « Mais il n'y a pas de téléphone dans ma région, pas de réseau, rien ! Non, je n'ai pas pu leur donner de nouvelles, ni savoir comment ils vont ». Son regard s'assombrit. Comme ses perspectives d'avenir.

Des amis du couple belge viennent d'arriver, chargés de casseroles : ils amènent le repas du soir. Un des jeunes Soudanais s'active sans faire de bruit en cuisine tandis que le bébé de la maison joue avec son ours. On se sent dans une bulle de tranquillité, de solidarité, d'harmonie. Mais une bulle, c'est fragile. ■

VÉRONIQUE KIESEL

# police « Les opérations affectent notre capacité opérationnelle »

L'intensification des contrôles de migrants menés ces dernières semaines au parc Maximilien a des répercussions insoupçonnées sur le fonctionnement de certains services de police, dont... la police des chemins de fer.

« Vous allez comprendre », expose Stéphane Deldicque, secrétaire permanent CSC-Police. La police des chemins de fer, à qui il manque déjà entre 25 et 30 % des effectifs, compte sur un renfort quotidien de deux équipes du Corps d'intervention de la Police fédérale (le CIK), soit 16 hommes. « Bien sûr, on n'a pas à se prononcer sur la politique de Francken mais il est clair que la réquisition de policiers pour la problématique migratoire diminue la capacité opérationnelle. »

Ça vaut pour la police des chemins de fer mais aussi pour les zones bruxelloises qui font régulièrement appel à ce que l'on appelait jusqu'il y a peu la réserve générale de la police fédérale. « On peut donc dire que ces

opérations à répétition ont un impact sur les autres missions essentielles de la police », poursuit Stéphane Deldicque.

## « Déplacer le problème »

À la CGSP-Police aussi, on se lasse un peu de la méthode Francken. « Dans le milieu policier, procéder à une évacuation pose toujours question. Parce qu'on sait que ces gens qu'on a repoussés, on va les retrouver ailleurs. On ne fait que déplacer le problème, soupire Eddy Quaino. Nos policiers font preuve d'humanité mais il n'y a aucun centre d'accueil qui puisse accueillir ces personnes qui sont en situation d'attente. Il faut un meilleur réseau pour qu'elles ne restent pas sur la voie publique. Je n'hésite d'ailleurs jamais à rappeler que ces gens sont là parce qu'ils ont quitté leur pays à cause de la guerre ou en raison de menaces. »

« Derrière Francken, c'est surtout le bourgmestre de Bruxelles qui souhaite régler la question du parc

Maximilien. C'est à lui que les policiers obéissent. C'est aussi lui qui donne les balises, nuance Vincent Gilles, président du SLFP-Police. Quant au manque d'effectifs dans certains services, ce n'est pas directement lié à la politique de Francken mais à la gestion de la présence des migrants. » Toujours selon Vincent Gilles, les opérations policières menées à Bruxelles mobilisent nettement moins d'effectifs qu'un « plan Canal » ou un « plan Medusa », lors de la fermeture du camp de Calais.

Début août, des témoignages dénonçaient les méthodes musclées (dont des réveils brutaux de migrants) utilisées par les policiers lors des opérations de contrôle au parc Maximilien ainsi que des faits de rackets. La zone de police de Bruxelles-Ixelles avait alors affirmé qu'une enquête judiciaire serait lancée et que le Comité P avait été informé.

## « Arrêtons de stigmatiser »

« On parle de "rufles", de "descentes", de "quotas"... J'appelle ceux qui utilisent ces mots à faire preuve

de prudence et de nuance. » Un message que Stéphane Deldicque adresse tout particulièrement au président de la Ligue des droits de l'homme, Alexis Deswaef.

« Vouloir associer ces descentes à une volonté des services de police n'est pas correct. Arrêtons de stigmatiser et de stéréotyper les discours. À vouloir mettre tout le monde dans le même sac, on finit par sous-entendre qu'il existe une complicité malsaine. Alors que les policiers sont des hommes et des femmes qui ont leurs propres convictions. Et la détresse humaine ne les laisse pas indifférents. »

Le délégué permanent invite par ailleurs le président de la LDH à dénoncer avec la même vigueur les actes de violences commises sur des policiers.

Au SLFP aussi, on digère mal les critiques envers les policiers chargés de déloger les migrants. « On prête des mauvaises intentions aux policiers qui ne font, encore une fois, qu'obéir. On est vraiment dans la caricature », déplore Vincent Gilles. ■

LUDIVINE PONCIAU

## MOBILISATION

### Appel aux artistes

Deux images qui s'entrechoquent. Quand Lorent Wanson réalise que sur les murs de la gare du Nord, des visages d'artistes, dont certains sont des amis, semblent veiller sur les sacs de couchage et les migrants qui s'y réfugient, il ne l'accepte pas : « Ces amis peints

sur cette grande fresque de Johan Maule il y a dix-sept ans, c'est comme si c'était moi. Or, je n'accepte pas qu'on puisse considérer que ce qui se passe aujourd'hui à la gare du Nord se fait en notre nom, sous nos yeux impuissants. » Lorent Wanson n'est pas n'importe qui. Prix de la meilleure mise en scène en 2016 pour sa pièce *Lehman Trilogy*, il mène un travail de création très engagé auprès

des populations les plus précarisées. Cela faisait des semaines qu'il passait de longues heures avec les migrants du parc Maximilien et de la gare du Nord. Révolté, il appelle, dans une lettre ouverte, le monde artistique, sportif et médiatique, mais aussi tous les citoyens, à se mobiliser dimanche, 11h, à la gare du Nord : « Je demande aux artistes, qu'ils soient présents sur la fresque ou non,

d'être là, bien vivants. Toutes nos productions s'irriguent d'une volonté de justice. Nous avons une visibilité, utilisons-la pour ceux qui n'en ont pas. » Le metteur en scène invite aussi les artistes à envoyer une photo d'eux, afin d'en faire des masques pour les migrants. Pour l'heure, quelques comparses de Lorent Wanson ont répondu présents,

d'autres ne peuvent être là mais enverront leur portrait (Franco Dragone, Fabrizio Cassol). Reste que pour la réussite de son projet, le dramaturge espère quelques têtes d'affiche. Et rêve de Stromae, Nafissatou Thiam ou Vincent Kompany, « des exemples de la diversité de notre pays ». Au fait, le titre de la fresque ? Je te promets un miracle...

E.B.L.

## MISSION D'IDENTIFICATION

### Francken : « Les cabinets Michel et Reynders étaient au courant »

En pleine polémique autour de l'identification des migrants soudanais, Theo Francken donnait, avec Jan Jambon, le ministre de l'Intérieur, un meeting au Hilton de Bruxelles. Les thèmes : sécurité et immigration, « contre la censure du politiquement correct ».

Accueil chaud : entre 200 et 300 manifestants les attendaient devant l'entrée. D'une chambre de l'hôtel s'est déployée une banderole à l'effigie du troisième Reich avec le logo de la N-VA

au centre. Elle a rapidement été enlevée par la direction de l'hôtel. Lors de la conférence, Theo Francken a défendu sa politique d'identification des migrants soudanais. « C'était la seule solution. Et je me suis concerté avec le Premier ministre (en réalité son cabinet, ainsi que celui du ministre des Affaires étrangères Didier Reynders, a précisé Theo Francken après la conférence, Ndlr) avant de faire venir la délégation. Celle-ci a déjà identifié des migrants, et elle va en identifier d'autres. Oui, je vais continuer. » Il a indiqué que des laissez-passer avaient été délivrés pour des personnes expulsables vers le Soudan. Concernant sa communication, il a concédé

qu'elle était dure mais l'a justifiée par la volonté de « lancer un message clair aux trafiquants d'êtres humains ». Il a toutefois indiqué qu'il ne travaille pas avec ce pays de gaieté de cœur. « Je dois me boucher le nez pour travailler avec ce pays et d'autres Etats africains ». A plusieurs reprises lors de sa présentation, il a plaisanté autour de son utilisation du mot « nettoyer » le parc Maximilien, comme s'il voulait jouer avec la limite, après la polémique. « Je ne dois surtout pas utiliser ce mot aujourd'hui, ça m'a causé des problèmes. » A la VRT, il a indiqué qu'il avait utilisé ce mot pour parler du parc Maximilien et non des personnes qui s'y trouvaient.

E.BL ET B.DY

**je dirais même plus****Alain Berenboom**  
Ecrivain

## L'ami Theo tourne à l'orage

**V**ous avez aimé Theo version N-VA ? Vous adorerez Theo version Soudan.

Depuis que notre Brabançon cartonne dans les sondages, qu'il est devenu une star même chez les Wallons et les Bruxellois, il se sent pousser des ailes. Être le premier à Lubbeek ne lui suffit plus. Avec son bon sourire carnavaisier, il a décidé de partir à la conquête du monde. Et comme les musulmans, c'est sa spécialité, il commence par les Soudanais.

Ce n'est évidemment pas difficile de faire copain-copain avec les dirigeants de Khartoum. Personne d'autre ne veut les fréquenter.

Le président Omar Hassan el-Bechir, qui tient le pays entre ses crocs depuis vingt et un ans, fait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité et génocide. Le Darfour, le Sud-Soudan... Il dégouline plus de sang au Soudan que d'eau ou même de pétrole. Mais, qu'importe.

Un ministre belge qui a eu le courage de faire la fiesta avec Bob Maes (en compagnie de son homologue flamand Ben Weyts) trois jours après avoir été nommé dans le gouvernement Michel, n'a pas peur de serrer la pince de l'Omar.

Bob Maes, membre de la VNV pendant la guerre, condamné pour collaboration ensuite, puis cofondateur de la VMO, a sans doute habitué l'ami Theo à affronter les tempêtes. C'est simple.

D'abord, on dérape. Ça, c'est pour les électeurs. Puis, on présente ses excuses à la Chambre. Ça, c'est pour les collègues.

Des excuses en veux-tu en voilà. Pour avoir parlé des « *petits cons de Marocains* » sur les réseaux sociaux. Ou avoir évoqué « *le nettoyage* » du parc Maximilien. Parfois, il nuance. Avec Médecins Sans Frontières, il reconnaît « *avoir été trop loin* » quand il a accusé l'ONG de contribuer à la traite des êtres humains et pratiquement de « *pousser les réfugiés à la mort* ».

Voilà donc un ministre belge qui s'est mis en cheville officiellement, donc au nom du gouvernement, avec des représentants soudanais de l'Intérieur. Et qui a invité les agents soudanais à visiter Bruxelles, pour examiner un à un les réfugiés qui ont fui leur pays, relever leurs identités.

Ainsi, rentrés à Khartoum, ils pourront rassurer les membres de la famille qui n'ont pas suivi le chemin de l'exil et à qui ils pourront vanter les charmes de la Belgique, la gentillesse de ses ministres et l'accueil des parcs de la capitale.

Y a-t-il quelqu'un dans la salle pour arrêter la fièvre de l'ami Theo ? Le docteur Charles Michel est occupé ailleurs. A donner des leçons d'éthique internationale au Conseil de sécurité. Dommage que le CDH ne soit pas au gouvernement. Peut-être aurait-il Soudan débranché la prise ? ■

[www.berenboom.com](http://www.berenboom.com)